

Dans la lutte contre le terrorisme international, la France peut jouer un rôle en Irak.

La recherche d'une solution aux désordres de la société irakienne ne fait plus la une des journaux. Les pays d'occident essaient d'oublier l'immense gâchis, l'horreur que fut et que représente toujours l'occupation du pays, avec plus de 4 millions de personnes déplacées ou expatriées, plus de 200.000 veuves, la destruction de la plupart des infrastructures, des villes entières, dont les beaux et vieux quartiers de Bagdad, ravagés, disloqués, rasés.

Mais les problèmes de l'Irak restent toujours présents de façon souterraine en Occident, ils sont latents, mais bien là, parce que c'est la dislocation de ce grand pays, les souffrances de centaines de milliers d'hommes et de femmes qui, avec à un moindre titre le drame palestinien, servent de couveuse et de pépinière à ce que l'on appelle en Occident le terrorisme international.

Il y a donc le plus grand intérêt à chercher une voie pour une solution, à laquelle la France d'ailleurs pourrait participer à une place éminente; parce que la France est la seule puissance occidentale à ne pas avoir envoyé de troupes pour participer à l'occupation et aux destructions dans le pays.

Il est facile de dessiner le cadre général d'un retour à la paix en Irak : il suffit d'observer que la guerre civile a commencé dans le pays le jour où le premier soldat américain a posé le pied sur son sol. Ceux qui ont pratiqué le pays ont connu les mariages mixtes (chiites-sunnites) au sein d'une même famille, ils ont vu les chiites et les sunnites combattre côte à côte dans la guerre contre l'Iran « pour la défense de l'Irak ». La direction où il faut chercher la solution apparaît avec évidence.

Mais ce serait une grave erreur de croire que le départ des Américains peut se faire n'importe comment. Si un matin on s'apercevait que les Américains étaient partis dans la nuit, qu'il ne reste plus que quelques papiers qui volent dans l'Ambassade de Etats-Unis à Bagdad désertée de ses occupants, ce serait assurément le chaos.

Il faut donc organiser ce transfert mais changer l'esprit et les méthodes qui prévalent actuellement et qui bloquent la situation. Car le problème de fond est de savoir si l'on veut que l'Irak soit un pays libre, qui puisse gérer en toute indépendance les ressources de son sol et de son sous-sol ou non. Les deux options sont à examiner.

Faut-il empêcher la renaissance d'une Nation ?

Si les pays d'Occident ont soutenu si longtemps le régime de Saddam Hussien, c'était dans l'idée qu'un Irak fort pourrait contenir l'Iran et l'expansionnisme chiite, pour éviter qu'un lien direct puisse se nouer avec les extrémistes libanais ou palestiniens. C'était en somme une contribution à la paix et à la sécurité d'Israël. Ce soutien est allé très loin, jusqu'à doter le régime de Saddam de gaz de combats pour arrêter les troupes iraniennes, au terme d'un accord en huit articles signé avec le Ministre américain de la défense Donald Rumsfeld en date du 26 août 1987.

Jusqu'au jour où les Israéliens ont pris peur devant un Irak fort, organisé militairement, avec de possibles visées interventionnistes vers l'Ouest. Au même moment, les Américains prenaient conscience que les richesses pétrolières de l'Irak pouvaient les affranchir des incertitudes du régime saoudien et du tarissement de ses ressources pétrolières. Saddam fut discrètement incité à envahir le Koweït avec les suites que l'on connaît : l'intervention américaine de 1991, les bombardements du pays à partir de 1998 et la fable inventée de toutes pièces des armes de destruction massive pour réduire l'Irak en poussière.

Et pourtant, l'Irak était le plus grand pays laïque du monde arabe, possédant la société civile la plus riche, la plus diversifiée, la plus cultivée, la plus créatrice d'Orient, avec ses ingénieurs qualifiés, ses grands médecins, ses grands architectes. Le musée de Bagdad était le symbole de cette vie culturelle appuyée sur l'histoire prodigieuse de la Mésopotamie.

Comment pourrait-on, à notre époque où l'on parle de mondialisation, du respect universel des valeurs de l'humanité et où l'on exhume les civilisations les plus oubliées, concevoir le projet d'arrêter l'histoire d'un peuple dont la culture a été rayonnante et dont les racines **sont** multimillénaires? Pour deux raisons principales qui restent d'actualité, qui sont celles qui ont déterminé l'invasion du pays.

Les moyens existent et la technique est au point.

Le monde a besoin de l'ordre en Irak.

Lorsque les Israéliens ont occupé le Sud Liban en représailles de l'enlèvement d'un de leurs soldats par le Hezbollah, ils ont tracé de larges saignées dans les villes pour délimiter nettement les quartiers chiites, les quartiers sunnites et les enclaves chrétiennes en éliminant les secteurs intermédiaires de populations mélangées. Le but était de ne laisser face à face que les noyaux durs de chacune des factions, de créer les conditions d'un affrontement intercommunautaire, bref d'organiser la guerre civile et d'affaiblir le Liban. Car un pays qui n'est plus composé que de communautés n'est plus une nation.

Cette technique a été mise en oeuvre à Bagdad, à Falloujah, à Ramallah. On déplace même les populations pour homogénéiser la société qui dès lors n'est plus une société irakienne, mais chiite ou sunnite, et accessoirement les chrétiens n'y ont plus leur place.

Les Etats-Unis ont d'abord pensé que cette méthode permettrait d'obtenir la paix dans les quartiers et ils s'aperçoivent maintenant qu'elle est plutôt une source d'affrontements au niveau du pays. Cette constatation est apparue avec évidence quand ils ont imaginé de conditionner le retrait de leurs troupes au vote par le Parlement irakien d'une loi instituant les clés de répartition des richesses pétrolières et minières. Comme par hasard, les députés irakiens trouvent tous les prétextes - les vacances, la chaleur, des problèmes de proximité à régler d'urgence – pour ne pas voter cette loi. D'abord la majorité d'entre eux ne veut pas entériner la désorganisation du pays avec des secteurs chiites et sunnites nettement différenciés et dont les frontières seraient inscrites dans le marbre, et surtout ils récusent une loi qui fait la part la plus belle aux sociétés pétrolières américaines.

Fonder le retrait des troupes américaines sur le renoncement par les Irakiens eux-mêmes aux bénéfices des ressources de leur sous-sol reviendrait à valider leur anéantissement comme nation; et c'est ce que les Irakiens, même en état d'occupation, ne veulent absolument pas cautionner.

Il faudra bien que la communauté internationale en prenne acte lorsqu'elle voudra intervenir sur le terrain sur la base d'idées claires. La France en particulier, qui vient de déclarer par la voix de son Premier Ministre ce mercredi 3 juin à l'Assemblée Nationale qu'elle défendrait « l'idée d'une mondialisation économique équitable », qu'elle voulait « agir pour la paix » et à ce titre qu'elle condamnait « la partition de la Palestine », s'apercevra qu'il ne peut pas y avoir de paix au Proche Orient compatible avec des troubles en Irak; car le désordre comme l'ordre sont contagieux, et les troubles en Irak ne peuvent avoir que des conséquences négatives permanentes à l'est en Iran et en Afghanistan et à l'ouest au Proche Orient.

Il reste à essayer de définir simplement les voies de la paix en Irak.

Contre le terrorisme, il existe une alternative à la solution militaire.

Les initiatives diplomatiques ont été jusqu'à présent paralysées par l'engagement militaire américain, fondé sur le principe que seul le manque de troupes sur le terrain ou leur défaut de proximité à l'égard des populations pouvait expliquer la persistance des désordres. Or il est apparu de plus en plus clairement avec le temps que l'Irak ne sera jamais pacifié par les armes d'une puissance étrangère. L'horizon se dégage pour suivre une autre voie.

Cette voie est difficile car l'armée irakienne, dissoute aux premières heures de l'occupation américaine, a du mal à prendre corps. La plupart des agressions ou des actions armées sont présentées et apparaissent comme des « conflits intercommunautaires », et les forces dites officielles ont plutôt tendance à participer aux combats dans un sens ou dans un autre qu'à séparer ou appréhender les auteurs de troubles. Le terme de terrorisme désigne un phénomène global et nul ne sait par quel bout le prendre.

La multiplicité et la gravité des attentats brouillent toute lisibilité des réalités sociales irakiennes. Les bombardements aériens ont rasé des villes entières, dont Falloujah, qui correspond à une centaine d'Oradour-sur-Glane, restera toujours un symbole. Les souffrances endurées depuis maintenant quinze ans ont entraîné un cycle de représailles et l'habitude tend à se généraliser de dialoger par explosifs interposés. Ils viennent même ponctuer les entretiens politiques, voire diplomatiques : Comment un homme pouvait-il se faire exploser dans le hall de l'Hôtel Mansour en ce mois de juin 2007, en pleine conférence des chefs de tribus, alors que le bâtiment, situé au cœur de la zone protégée, était lui-même hypersurveillé à la fois par les forces irakiennes et américaines. La conférence traînait en longueur et chacune des parties pouvait délivrer des autorisations d'entrée...

Les irakiens considèrent volontiers que la plupart des attentats sont imputables aux étrangers, manifestant une aspiration à se retrouver entre eux pour s'entendre « lorsque tous les étrangers auront quitté le pays ». Quand ils attaquent les convois, c'est avec le sentiment que ces véhicules modernes qui passent sur leurs routes sont en train de leur voler toutes les richesses d'un pays qui s'enfonce dans la pauvreté et où disparaissent tous les services publics. L'attentat meurtrier de Kirkouk ce 16 juillet dernier est un moment de la guerre du pétrole.

Enfin les épreuves du peuple irakien suscitent un mouvement de sympathie dans beaucoup de pays, en particulier dans le monde musulman dont l'islamisme se développe à la mesure de son sentiment de frustration. Ce ne sont pas seulement les opposants au régime saoudien qui viennent s'y entraîner mais des jeunes du monde entier, des Afghans, des Pakistanais, des Algériens, des Marocains, des Libanais, des Indonésiens viennent y acquérir une formation militaire ou simplement la technique des explosifs; l'Iran prête son concours à la communauté chiïte. En face de ce mouvement, il est tout à fait vain de vouloir traiter les désordres et le terrorisme en Irak sous le seul angle d'une reprise en main de l'ordre public.

Il faut à l'évidence un changement d'approche de la communauté internationale, notamment des pays occidentaux qui se sont beaucoup trop souciés de trouver une solution qui leur convienne économiquement, ou politiquement en voulant transplanter un modèle démocratique inspiré de leur histoire nationale. Le vrai retour de la politique sera de considérer que la paix en Irak rapportera à terme beaucoup plus de dividendes que toute campagne militaire ou l'obtention immédiate de contrats pétroliers ou gaziers; que cette paix nous intéresse parce qu'elle aura des conséquences pour la sécurité des peuples, y compris du nôtre, et pour le développement économique, y compris chez nous. Il faut faire émerger un pouvoir fort en Irak, moralement ou spirituellement d'abord, et physiquement ensuite.

Pour y parvenir, la grande bataille que les Etats-Unis et la Communauté internationale doivent gagner, c'est celle de la reconstruction et du transfert des pouvoirs. Et l'Europe doit être au premier plan pour aider les Etats-Unis à s'en sortir par le haut.

La France doit prendre avec l'Europe l'initiative d'un audit international sur la reconstruction de l'Irak.

En matière de reconstruction, la distance est considérable entre les annonces et la réalité. L'Agence américaine Usaid voit dans la reconstruction du pays des projets qui améliorent la vie des citoyens et suscitent leur reconnaissance. *« L'année dernière, Falloujah ressemblait à une zone de démolition, aujourd'hui je vois des améliorations. C'est un grand jour pour ma ville. Les forces de la coalition font de grandes choses. »* Ces propos, téléchargeables sur le net, s'inscrivent dans la politique de communication du Ministère de la défense américain et des organismes associés qui éditent des rapports sur les progrès accomplis : 10,5 milliards de \$ auraient été dépensés pour plus de 100 projets, dont 80 % seraient achevés. Le département d'Etat a annoncé que soixante quatre projets de construction d'égouts étaient réalisés et cent quatre vingt cinq en cours. Mais le Congrès américain qui audite les programmes gouvernementaux a constaté que ses enquêteurs n'avaient pas pu obtenir la moindre liste de projets achevés.

La construction de cent cinquante centres médicaux qui manquaient cruellement a été programmée, mais au bout de deux années, six seulement avaient reçu l'aval du Gouvernement américain. Quand les experts chargés de l'audit ont voulu contrôler ces installations, ils ont constaté que près de la moitié étaient endommagées ou présentaient des problèmes. Et ces mêmes équipes ont été étonnées de constater que les matériels étaient stockés dans un entrepôt sans que personne ait trouvé le moyen de les faire parvenir aux utilisateurs.

Quant à la construction d'un Institut de formation des policiers à Bagdad, contrat portant sur 72 millions de \$, les vérificateurs ont conclu : *« le programme gouvernemental destiné à garantir la prestation de l'entrepreneur est impossible à mettre en oeuvre ».*

L'échec de cette reconstruction est l'une des causes, sous estimée, de la perte de confiance à l'égard des américains. Car lorsque le régime de Saddam Hussein a été destitué au printemps 2003, de nombreux irakiens se sont montrés reconnaissants, espérant que l'occupation serait de courte durée et que Washington allait leur permettre de reprendre rapidement les affaires. Mais le pire scénario a prévalu : l'occupation s'est prolongée et la reconstruction du pays a échoué.

Dès l'été 2003, avec l'arrivée des grandes chaleurs, les autorités d'occupation ont accordé de fructueux contrats à des sociétés américaines, mais rien ne s'est produit sur le terrain : l'électricité a continué de manquer (avec l'impossibilité de retraiter les eaux usées, de faire tourner les usines, climatiseurs et réfrigérateurs inutilisables, l'absence de médicaments). Faute de traitement adéquat des eaux, des épidémies et des maladies se sont étendues.

La déception fut d'autant plus grande que les irakiens croyaient à la toute puissance des Etats-Unis. Ils comparaient les efforts américains à ceux de Saddam Hussein après que les bombardements massifs de 1991 eurent détruit toutes les infrastructures du pays (ponts, routes, centrales électriques, télécommunications). Bricolant des installations quasiment rasées, dévalisant une usine pour en faire fonctionner une autre, tous les ingénieurs du pays, y compris des physiciens, ont été envoyés pour reconstruire des ponts et des routes. En trois mois le réseau téléphonique était rétabli, alors qu'il y avait un embargo total sur l'Irak.

Pourtant l'argent ne manque pas. Les exportations de pétrole ont continué, principalement avec les Etats-unis. Les fonds récoltés devaient être contrôlés par les autorités d'occupation. De lucratifs contrats ont été signés avec des entrepreneurs américains. Mais la mauvaise gestion de cet argent a été soulignée par les cabinets spécialisés Ernst & Young et Klynveld. Le cabinet Peat et Markwick a même fait état de malversations.

Certains organismes américains ont cherché à justifier la lenteur de la reconstruction du pays par la médiocre situation laissée par le régime de Saddam Hussein. En réalité, si l'Irak était en piètre état, il le devait moins aux négligences du régime qu'aux bombardements des américains qui avaient détruit la totalité des infrastructures nationales lors de la guerre de 1991. Ensuite Washington fit systématiquement usage de son veto au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour empêcher toute livraison d'équipements indispensables au rétablissement de son industrie, de son agriculture, de sa production énergétique, qu'exige toute société industrielle.

Le but était de délégitimer Saddam Hussein aux yeux des irakiens dont les privations étaient censées provoquer un tel désespoir que son peuple se retournerait et renverserait le régime. Et aujourd'hui c'est le peuple irakien qui est retourné contre l'occupant. Les désordres et la guérilla urbaine généralisés font que l'Irak est devenu une source de rancœurs et de frustrations pour un milliard de musulmans et un foyer de développement de la violence pour les opposants du monde entier.

Il est temps que la France utilise avec ses partenaires européens tous les ressorts de sa diplomatie auprès des Etats-Unis pour amener l'exécutif américain à accepter qu'à l'avenir la reconstruction de l'Irak soit conduite sous un contrôle international rigoureux, que toutes les entreprises volontaires soient également accueillies et que tout engagement de travaux fasse l'objet d'un audit public par une instance indépendante. Il ne s'agit pas de faire le procès du passé mais d'ouvrir pour l'avenir une voie de la paix; elle passe par une reconstruction largement déconcentrée, condition d'un redressement rapide et équilibré du pays.

Le transfert des pouvoirs.

Le transfert des pouvoirs consiste concrètement à associer les Irakiens à la reconstruction. C'est un peuple industriel, doté d'ingénieurs compétents, d'excellents techniciens, qui a besoin, pour bien fonctionner, d'une autorité forte et d'une organisation hiérarchique claire. Cette autorité ne peut être légitimée sur le terrain que par la qualité et l'intérêt des projets qui sont mis en oeuvre, la précision et l'objectivité des audits sur le suivi des travaux et leur conduite à bonne fin, et finalement l'utilisation des fonds. Les entreprises françaises qui ont continué à travailler avec l'Irak, notamment dans les domaines de la santé et du génie civil, qu'il s'agisse du traitement de l'eau ou des équipements hospitaliers, connaissent bien les procédures qui marchent.

Les négociations ont commencé pour associer les Irakiens à la gestion des ressources du pétrole, c'est à dire en fait à l'administration de l'Etat. Les Kurdes gèrent directement un certain nombre de puits avec leur propres banques. Mais les clés de répartition entre les différentes « familles » du reste du pays, qui représentent les différentes régions, comportent trois défauts : elles creusent le fossé entre chiites et sunnites au lieu d'être adaptées aux réalités sociales du territoire, elles ne comportent pas de programme de développement adapté, enfin la masse globale à répartir est loin de correspondre aux ressources réelles tirées du sol.

En ce qui concerne la politique, il ne saurait en aucun cas s'agir d'un transfert. Aucune force d'occupation ne saurait avoir de légitimité politique à transférer. Une cérémonie de transfert relève de la fiction. Toute équipe dirigeante qui porterait le label d'une puissance étrangère serait immédiatement discréditée. Le penchant américain à vouloir, comme en Palestine, promouvoir un dirigeant issu d'une université texane est aussi irréaliste que le projet européen de rechercher une personnalité consensuelle de type centriste « ouverte à toutes les sensibilités ». Après tout ce qui s'est passé, il y aura pour longtemps des actes de forces et des procédures violentes. L'Irak ne saurait en aucune façon s'organiser comme une démocratie au sens où nous l'entendons. Mais l'important est d'avoir un Etat qui fonctionne. Tous les pays ont des problèmes d'ordre public, sans que cela remette en cause leur légitimité.

On en revient au point central de l'utilité et de la nécessité d'avoir un Etat-Nation indépendant en Irak. Entre l'Iran et le proche-Orient, seul un état unifié chiite-sunnite peut servir d'écran pour garantir l'indépendance du Liban; et entre la Turquie et l'Arabie Saoudite, c'est aussi un état unifié qui peut assurer la survie des Kurdes : on ne voit pas quel recours pourrait avoir un Kurdistan indépendant confronté à une invasion par la Turquie. D'ailleurs sur le terrain existe dans les coeurs un véritable sentiment national irakien, qui s'est exprimé dans toutes les guerres récentes. C'est sans distinction d'origine et aux cris de « vive l'Irak » que les Irakiens ont célébré en cette fin de juillet 2007 la victoire de leur pays dans la Coupe de football des Pays d'Asie.

Dans le contexte actuel, un dirigeant comme Muktada, appuyé sur les Sadr, apparaît comme le seul susceptible de concrétiser un gouvernement d'union entre chiites et sunnites dans un Irak rendu à lui-même. Par ailleurs, les termes d'un partenariat institutionnel avec la région autonome du Kurdistan sont pratiquement arrêtés: l'appartenance de cette province à l'Irak lui garantit sa sécurité extérieure, en compensation de la cession d'une partie de ses ressources pétrolières.

Conclusion: Le scénario est en place pour mettre en place un terme à un foyer mondial de troubles. Il reste à la France et à l'Europe à y jouer le rôle moteur que leur offre la conjoncture mondiale.

Didier Julia